

Grand débat citoyen

du jeudi 24 janvier 2019 à Mireval

Injustices sociales, fiscales et environnementales : quelles solutions ?
Le constitution : enjeux et conséquences ?
Le RIC : comment se l'approprier ?

Les référendums, utiles pour qui ?.....	1
Les dysfonctionnements du système boursier.....	2
Les niches fiscales.....	2
Les salaires et les 35 heures.....	2
Le chômage, le travail domestique.....	3
L'Etat se déleste sur les associations.....	3
Comment changer les choses ?.....	4
« Récrire la constitution » ou « mieux voter » ?.....	5
Où vos nos doléances ?.....	5
La privatisation des barrages.....	6
Exposé RIC.....	6
Après la guerre.....	6
Expériences du handicap.....	6
Comment on se fédère ?.....	7

Le débat réunit 46 personnes.

Position de la Mairie de Mireval : nous prête la salle (j'ai le droit en tant qu'habitant de Mireval), mais n'a pas souhaité l'organiser pour ne pas s'inscrire dans le grand débat organisé par le gouvernement.

Quelqu'un veut ajouter un sujet ?

- Le handicap.
- La dilapidation du patrimoine de l'État (autoroutes, barrages hydro-électriques).
- le train de vie des élus, tous leurs privilèges, qui nous coûtent très cher financièrement : on n'en parle pas assez de ça.

On prévoit de commencer par une demi-heure par thème.

Les référendums, utiles pour qui ?

« Habitant de Mireval. Ne soyez pas étonnés si je n'appelle pas Macron président de la république. Je ne supporte pas l'arrogance et le mépris. Avait dit qu'il ne toucherait pas aux retraités. Je suis pour le RIC mais je n'ai pas confiance sur son issue. Souvenir du référendum sur la constitution européenne en 2005. C'est une des raisons pour lesquelles je suis dehors. »

« Je peux vous répondre, car je suis une ancienne secrétaire de Mairie, ancienne conseillère municipale, je sais comment fonctionnent les politiques. Un référendum ne vous donne pas le pouvoir. Après, les élus en font ce qu'ils veulent. Il faut donc revoir la constitution, pour donner plus de pouvoir au peuple. »

« J'ai une question toute simple : est-ce que vous avez une solution pour faire voter les gens ? »
« En ce qui me concerne (c'est uniquement mon point de vue). À mon sens, si on veut que le vote blanc soit reconnu, il faudrait déjà que le vote soit obligatoire. »

Les dysfonctionnements du système boursier

Jean-Charles : « La chute de la royauté a engendré la démocratie, avec des représentants qui ont toute latitude une fois qu'ils sont élus. Et nous devons subir les effets néfastes d'une minorité. Les Maires ont d'énormes besoins financiers pour répondre aux demandes sociales. Eux-mêmes ne peuvent pas dire oui à toutes les demandes des administrés. La planète terre est la même pour tout le monde. Nous sommes tous victimes de cette injustice. Mais c'est très humain de descendre dans la rue pour défendre ses intérêts. Le nouveau président a supprimé une partie de l'ISF par décret. Il a exclu toutes les transactions. Avance que les riches vont investir leur argent ailleurs. 355000 foyers qui payent l'ISF : 800 partent chaque année, mais 500 reviennent. Si j'ai deux millions et j'achète un terrain : ces deux millions vont faire travailler des gens. Et pourtant c'est là que je vais être taxé. À l'inverse, si je les investis aux Caraïbes, je ne vais pas créer de richesse. »
« Il serait peut-être aussi judicieux de taxer toutes les transactions financières. »
« une TVA réduite pour les produits de première nécessité... »
« ça existait avant... mais une TVA unique à 20 %, tout le monde paie la même, alors que les pauvres ont plus de difficultés à la payer »

« Je voudrais qu'on se penche sur les revenus des actionnaires. Seul pays où on redistribue autant aux actionnaires. »

Jean-Charles « mais c'est compliqué, parce que la puissance de ces gens est énorme, 10 % des richesses créées sont transférées vers les actionnaires. Aussi parce que 70 % de notre quotidien est géré par l'Europe. »

« Mais les gens qui mettent de l'argent dans des actions, ils prennent des risques. Nous on a peur, alors on le met sur le livret. Quand ils gagnent, il faut pas leur en vouloir, mais quand l'entreprise fait faillite, ils perdent tout. Ils faut aussi y penser. »

Les niches fiscales

« Fiscalité en France : nous sommes les champions du monde de la fiscalité il paraît, mais aussi champions du monde des niches fiscales. Lorsqu'on crée une entreprise (je suis entrepreneur), on a besoin d'argent frais, et on a des actionnaires qui peuvent défiscaliser à très bas coût. Niches très basses par rapport à l'immobilier ou « l'écologie ». Il faudrait vraiment faire une coupe dans les niches fiscales. Je préférerais ne pas avoir de l'argent qui dort, qui enrichit les banques. Les 60 % de petites entreprises qui ont entre 0 et 10 salariés, produisent le maximum de richesses »

« Concernant le CICE, dont on a beaucoup parlé : j'aurais souhaité qu'il soit plus pour les petites et moyennes entreprises. »

J-C : « Crédit Imports Compétitivité Emploi. Véritable Hold-up de Pierre Gattaz. Pour pouvoir baisser les charges. 19 milliards vont à des entreprises qui ont des services dédiés à l'optimisation fiscale, pour redistribuer aux actionnaires. »

« Carrefour a reçu des milliards, alors qu'ils ont licencié 2500 personnes. »

Les salaires et les 35 heures

« Je voudrais parler des petites entreprises, et du pouvoir d'achat des employés. Aujourd'hui, un smic coutent à une entreprise 1570 euros. Si demain je veux lui donner 2000 euros par mois. Je vais verser 4200 euros. L'État me force à payer mes employés au fisc.

Tant que le salaire aura ce coût, je ne crois pas que le pouvoir d'achat pourra être meilleur. En même temps, les cotisations sociales sont importantes, c'est notre protection sociale.

Il va falloir faire table-rase, et retrouver l'équilibre. »

« Bloqués avec le SMIC. Les primes à l'ancienneté n'existent plus. »

« Moi, j'étais artisan boulanger pendant 38 ans. Quand les 35 heures sont sortis, j'ai toujours dit à ma femme, c'est pas bon. Les ouvriers étaient contents, mais moi je savais que ça n'allait faire qu'un petit salaire. Ça a bloqué les gens. À l'époque, publicité, les RTT, achetés vous un VTT »

Vincent : « Les salaires ne sont pas bloqués à cause du SMIC, mais à cause du chômage de masse, qui est lié à la perte de la souveraineté monétaire. Mais plus aucun parti politique ne parle de ça. »

« Les 35h ont été vendues avec deux belles carottes : vous alliez faire du VTT grâce à du temps de loisir, et les employeurs allaient embaucher ».

« Donc peut-être parler du Frexit ? »

Le chômage, le travail domestique

« Parler du chômage, quelque chose d'insupportable. Il n'y a aucune volonté de la part de nos gouvernants pour faire diminuer le chômage. De plus en plus, l'homme est remplacé par la machine. Les chômeurs sont indemnisés, ils touchent des aides normales de l'État. Quelqu'un qui ne travaille pas coute à l'État, donc il faut partager le travail. »

« Et taxer les robots... ».

« À l'époque de mon grand-père, il traversait la rue et trouvait un travail. Depuis que l'inflation est maîtrisée. Le problème c'est moi le chômeur, c'est moi qui suis improductif, parce que je refuse n'importe quel salaire. »

Edelyne : « Beaucoup de femmes, nous travaillons mais nous ne créons pas de valeur, en tant que femmes. Au début, on parlait aussi qu'il fallait partager les richesses. »

« J'ai été chômeur à l'âge de 57 ans. Les deux premières années, j'ai touché les allocations, puis j'avais plus de ronds. J'avais le montant du RSA, 540 euros. Et j'étais convoqué trois fois par mois au pôle emploi à Sète. 40 kilomètres, pour avoir une tronche en face de moi, qui avait fait la fête tout le week-end. Le pôle emploi, j'ai donné, je comprends bien ceux qui refusent ce système.

L'Etat se déleste sur les associations

Autre exemple, plus ancien. Quand on a instauré le RSA, à l'époque je travaillais dans l'insertion, toutes ces personnes en très grandes difficultés. On s'est aperçu que si on arrêtait de donner toutes les subventions à ces associations qui travaillaient dans l'insertion, on pouvait donner 1500 euros par mois. Voilà ce que sont nos associations en France. »

« Moi je vais te répondre pour nos associations. Ça fait travailler du monde, ça donne du travail avec quelqu'un. Il y a pleins de personnes qui ont monté des associations, qui aident des personnes veuves, à se réinsérer. Il y aura toujours des abus. On peut aussi parler de ceux qui font des enfants alimentaires, qui se nourrissent des allocations familiales. »

« Moi j'ai remarqué M Macron qu'il a laissé beaucoup dans ces débats, il voulait se délester, on verra ça, on fera beaucoup d'associations. Il faut toujours monter des associations... il va se délester là-dessus, et ça ne sera pas sa faute. »

Appel aux personnes qui n'ont pas parlé.

« bonsoir, je m'appelle Blanche, j'ai une association sur ST Jean de Vedas, on n'est pas subventionnés car on n'est pas dans les priorités de l'État, parce qu'on ne s'occupe pas des migrants. Et en ce qui concerne l'argent dépensé dans l'insertion, 21 millions d'euros en 2016. Sur 169 familles, que 3 familles qui ont réellement trouvé un emploi. »

« 1,5 milliard, budget du département. La France est championne du monde des associations. Le seul moyen qu'ont trouvé les individus comme vous et moi pour combler les injustices. Le milieu associatif est très très développé. Je suis bénévole dans un club, c'est à nous de tondre les abords. Ce qu'on demande aux Mairies... C'est une injustice. »

« Je vais te contrer : l'ADMR : une association, qui coute au département 150 millions d'euros, elle est en perte régulièrement. À côté de ça, vous avez des entreprises privées qui font le même travail. »

« Il faut savoir que l'aide social au conseil général prend environ 1/3 de son budget. L'ADMR fonctionne avec le système de l'APA. Pour certaines familles,

Là où il y a une injustice, quand une famille fait donation de ses enfants, elle est à la charge du département, beaucoup de familles viticoles dans le Nord de Montpellier, et erçoivet l'APA même pour leur jardinier. »

« à Lyon, l'hôpital public se fait concurrencer par les cliniques ».

Comment changer les choses ?

« Je vais changer de sujet. En Europe, nous avons des pays. Norvège, Suède, Scandinavie, pays qui fonctionnent très bien. Pourquoi on ne prend pas exemple sur ces pays. Sachant qu'un ministre qui se déplace paie son billet de train. »

JC : « Alors il faut passer aux causes. Comment ça se fait que nos élus ont la possibilité de faire ça. Pourquoi ce sont eux qui votent les lois ? Pourquoi ce sont eux qui ont écrit leur constitution. Ça fait deux mois qu'on est dehors à se geler. Au début, c'est rigolo. Au bout d'un moment, on se demande pourquoi on est là. »

« Parce que la constitution qui a été écrite en 1958 par le Général deGaulle et ses sbires, donne le pouvoir au Président. Le Sénat n'est pas élu par vous, mais par des grands électeurs. On nous a boycotté sur toute la ligne.

Il faut travailler à une constitution qui obligerait les élus à répondre au peuple. »

L'entrepreneur : « Je dirais que c'est un vœux pieux. Le bicamérisme est une des meilleurs chose qu'on ait trouvé en 1958. Mais il faudrait construire un vrai statut de l'élu. Nous avons 618 000 élus en France, pour lesquels aucun élu n'a l'obligation de résultat. Aucun vote intermédiaire.

Il faut un vrai statut, avec un temps déterminé, et un vote intermédiaire pour prolonger, ou pas.

Aujourd'hui, nous ne faisons plus confiance à nos élus. Nos élus de terrain, on leur fait confiance, parce qu'ils sortent du même endroit que nous, des gens qui ont pris un engagement fort. Mais il faut parfois les féliciter pour ça. Pour autant, j'aimerais qu'une vraie loi soit proposée sur le statut de l'élu. »

« article premier, deuxième alinéa : il faudrait ajouter casier judiciaire vierge, révocabilité.

Ils ont écrit : gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple. »

« Il n'y a pas de constitution européenne. On aurait du voter pour. Dans l'article 44.3, il était proposé qu'un million de personnes pouvaient aller voir le parlement avec une proposition de loi, pour qu'elle soit débattue et votée. Ebauche du RIC dans cet article, et c'est pour ça que j'ai voté oui. Pour une fois, on pouvait arriver avec un projet de loi. »

J.-C. « on est en train de jouer à un jeu, et ceux en face de nous réécrivent les règles en permanence. Vous inquiétez pas, on gère pour vous. »

« je voulais revenir justement sur les Gilets Jaunes : depuis deux mois on est dehors, parce qu'on a deux revendications principales : le RIC, et une revalorisation des petits salaires. On a fait cette réunion aussi pour vous informer sur les Gilets Jaunes. Commencer en tant que citoyen. C'est comme ça qu'on va y arriver, en débattant. »

« Pourquoi ne pas mettre une urne dans chaque Mairie »

Vincent : « Il y a un risque de dire toujours « ils », comme si le problème était toujours dans les mains des autres. Face au blocage politique, il y a surtout un risque sérieux de reprise autoritaire. Donc il faut aussi revenir à nos responsabilités. Déjà les jeunes, pourquoi ne sont-ils pas là ? »

« J'ai des enfants. Ils ne se sentent pas concernés. »

JC : « Soyons tout de même bienveillants envers nous-mêmes. Après les premières révoltes, ils se sont dit plus jamais ça : on va éduquer les masses. Le principe d'éducation populaire a été noyé par

un ministère de la culture. Ce n'est pas un hasard qu'on n'ait pas de culture politique. Ils ne voulaient pas qu'on soit éduqués. C'est ce qui a permis qu'on passe de 25 % de PCF à 2 % aujourd'hui.

Au bout d'un moment on en a eu marre d'être sur les RP. Une fois que vous mettez le doigt dedans, tout est écrit. C'est en faisant ce qu'on fait aujourd'hui, qu'on va pouvoir changer les choses. On a été intoxiqué pendant cinquante ans. »

« Maintenant, il faut passer à la construction. Il faut passer à l'écrit. »

« Combien d'entre vous ont rempli les cahiers de doléance dans les mairies ? »

« Le samedi matin, nous faisons signer des pétitions pour le RIC. Sortir le cahier de doléance... »

« Récrire la constitution » ou « mieux voter » ?

« Question à vous poser. Le premier samedi le 17 novembre, on devait pas aller faire les courses au supermarché, on devait pas dépenser d'argent. Et ça m'avait plus. Mais là, je trouve que ça va quand même loin. C'est trop compliqué, tout ce que vous demandez. Refaire toute la constitution... Pour moi, la solution la plus simple, c'est de mieux voter la prochaine fois. La prochaine fois il faudra mieux voter peut-être. Il y aura toujours un parti politique qui va prendre ces cahiers de doléances. »

JC : « Jusqu'à quand on va s'entêter à croire qu'on peut changer les choses en votant. Comme dans une copropriété : tant qu'il y aura une seule personne qui vote en France, ça leur permettra d'être élu. Le système est fait d'une façon où il n'y a pas de hasard. »

« Justement, pourquoi tant de blabla ? »

« Je crois que c'est le problème de la représentation. Nous avons des élus qui sont censés nous représenter, mais qui ne nous représentent pas. Il faut un mandat révocable. Cela fait des années que je ne vote pas. »

JC : « Réécrivons donc les règles du pouvoir, laisser les élus faire les lois, c'est laisser un patron écrire le droit du travail, ou un bandit écrire les lois. »

« Le problème, c'est qu'ils n'ont pas la légitimité. »

« La ré-écriture de la constitution est incontournable, indispensable. »

« Ce serait plus simple que les GJ fondent un parti politique... »

« Canalisez votre mécontentement... »

Où vos nos doléances ?

« J'ai cru comprendre que des GJ veulent faire une liste pour les élections européennes, et je vois que Macron s'en réjouit. »

« Combien de GJ sont au courant que le député Eliaou, de la 4^e circonscription, est présent demain à Mèze ? A été élu député de la REM, avec une dizaine de voix de plus. Et j'ai eu la chance de le rencontrer trois mois après son élection. Il nous a bien expliqué qu'au sein de l'assemblée, il était à la commission défense. Certains ont pu l'entendre parler à l'Assemblée avant-hier, en étant ravi qu'il n'y ait pas plus de blessés parmi les forces de l'ordre. Quand on lui a demandé ce qu'il pouvait faire si on lui donnait nos doléances, il a dit rien. »

JC : « Je me suis entretenu avec l'adjoint au Maire de la commune. Nos doléances font cacophonie, mais elles sont notre quotidien. Juste il n'y a plus d'argent. Il suffirait de rouvrir les vannes, en luttant contre l'évasion fiscale. »

« Il faudrait revoir aussi la constitution qui a permis que l'État emprunte à des privés, et qui a défait la banque de France. La « Loi Rothschild ». Ce sont ces grosses fortunes qui détiennent le pouvoir économique. Ou revenir au talon or. »

La privatisation des barrages

« Transition énergétique, énergie renouvelable : à qui va profiter le crime ? Privatisation des grands barrages hydroélectriques français, actée par Edouard Philippe. Au profit de sociétés privées, étrangères. Aujourd'hui, les barrages dégagent des profits qui reviennent aux collectivités locales. L'électricité hydroélectrique est précieuse pour réguler les besoins aux heures de pointe. Demain, on aura une spéculation opportuniste sur les heures de pointe. »

« Macron n'aime pas la France, c'est tout. »

« Les mots importants, c'est trahison, et vol. »

« Doléance à proposer : 1- toute cession de ce type de patrimoine doit être soumise à un référendum. 2- toute cession de ce genre doit faire l'objet d'une expertise, par la cour des comptes, pour établir le meilleur prix. »

« Mais la cour des comptes n'est pas là pour évaluer des domaines. »

« Tant qu'il n'y a pas de statut de l'écu, ce phénomène existera toujours. Car ces élus ont des postes, conflits d'intérêts. Par exemple, nouveau directeur du CFA de Sète, qui est le fils d'une élue... »

Exposé RIC

JC : « Qu'est-ce qu'on fait par rapport à ça ?

[Exposé RIC] législatif / révocatoire / abrogatoire / constituant

Ne vous laissez pas avoir par des éditorialistes, qui vous disent que c'est la porte ouverte à des populistes ! On n'est pas plus cons qu'eux.

On n'est plus là pour trouver les solutions, on est là pour dire ce qu'on veut. Et ce qu'on ne veut plus, puisque c'est eux qui ont créé ces problèmes. »

Après la guerre...

« Quand même on est bien en France. Ce n'est pas la fin du monde... Moi j'ai connu Mireval, il y avait pas le tout à l'égout... »

« Je regrette qu'il y a un détricotage des réseaux publics dans toutes les petites communes. »

« Chaque année, ils enlèvent une page, à tout ce qui a été instauré par la Résistance. »

Vincent : « Après la guerre, ils avaient connu la guerre, justement : la résistance a construit tout ça parce qu'ils savaient la valeur de la vie ».

« à l'époque il y avait tout à reconstruire, maintenant il faut détruire et reconstruire. »

Expériences du handicap

« Sur le handicap. Je fais partie des personnes qui sont handicapées, qui ont un handicap invisible, 12 millions d'adultes qui vivent avec moins de 1000 euros par mois. Tous les jours, on fait des bourdes, en se rendant pas compte de ce qu'affrontent les handicapés. Et ils ne sont pas notés dans les cahiers de doléances. Ou un enfant handicapé à charge... Vous allez voir ce que c'est de monter un dossier. Je vais vous parler de mon cas. J'ai 711 euros par mois en invalidité, plus 148€ en adulte handicapé. Je ne me plains pas, j'ai l'aide de la CAF. Mais après leur départ ? Je vais me débrouiller comme je peux. Moi j'ai la chance d'avoir mes deux bras mes deux jambes. J'ai une amie qui est en fauteuil roulant, coute 25 000 euros, parce qu'elle a une super mutuelle. Mais combien sont comme ça ? J'espère que vous ne serez pas un jour confronté au handicap. Réfléchissez à ce qu'on peut vivre tous les jours. »

« ça a pas été traité par tous les partis politiques. Vous leur avez donné beaucoup de marge... »

« Pour revenir sur le handicap et les cahiers de doléances, ça fait partie des doléances des Gjs. »

« Je ne vois pas pourquoi ceux qui gagnent moins qu'un SMIC soient relayés à la dernière place. »

« Honnêtement, je ne sais pas jusqu'où le cahier de doléances va porter ses fruits. J'entends des choses qu'on sait déjà. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Le fait déjà de se mettre ensemble. L'initiative citoyenne commence par les citoyens, localement. Il faut pas compter sur le système. »

« Il y a qq jours je suis allé voir Jean Lasalle. Quand il a lu le petit papier, il a dit « on ne savait pas que vous étiez aussi nombreux les handicapés ». C'est beaucoup plus simple de tourner les yeux. »

« Mon fils aîné est autiste, je suis membre de l'APN, ça a mis 6 ans pour que mon fils soit reconnu comme enfant handicapé. L'injustice des dotations ou des indemnités. Je touche 110 euros par mois pour mon fils, alors que j'en ai pas besoin. Mon fils est magnifiquement entouré par des assistants pédagogiques... Je ne me fais pas de souci pour son avenir. Et en plus j'ai droit à une demi-part sur les impôts, tant qu'il reste à la maison. Je suis pas à plaindre financièrement, et je n'ai pas besoin de cette indemnité. Je trouve injuste de la toucher. »

Vincent : « La question du handicap est intéressante, comme tout à l'heure les questions d'associations : leur travail est-il utile, ou pas ? Bien sûr il faut lutter contre l'évasion fiscale, mais pas seulement : c'est aussi le problème d'une bureaucratie, qui applique les ordres aveuglément, parce que c'est trop compliqué de remettre en cause la routine, et chacun fait la même expérience au fond, à tous les niveaux de la société »

Femme qui a son association : « Clairement, il y a travail qui est pas fait. Un type qui fait une association de promotion de son pipeau, ou du canard vert dans la vallée de l'Hérault. Et nous on n'a pas de subventions, pourtant on prend en charge le handicap, on s'occupe bénévolement des personnes âgées, parce que les assistances sociales ne se déplacent pas. Il y a des gens qui ne font pas leur travail, au niveau de la vérification, des gens qui se déclarent hypnothérapeutes. »

Comment on se fédère ?

« Comment on se fédère, entre les différents groupes de gilets jaunes ? »

« Ceux qui font, vont faire, et au bout d'un moment, ils seront rejoints. »

« Personnellement, on vient voir ce qui se passe à Sète, on est venus à votre atelier constituant. j'ai l'impression d'être une passante, un fil conducteur. La communication est la base de tout. »

« Soyons indulgents : le 17 novembre, on parlait de la taxe sur le carburant. Maintenant on parle de constitution. En deux mois, on a réussi à cette prise de conscience nationale ! »

« Macron est mauvais. Il n'aime pas le peuple. comme disait Coluche : dites moi ce dont vous avez besoin, je vous dirai comment vous en passer... »

« Pourquoi on dit encore « Macron démission », et pas « le RIC sinon rien » ? S'il démissionne on aura quelque chose de pire. »